

Bonjour Greenpeace,

J'ai appris avec une grande déception et beaucoup de colère la réponse du Tribunal administratif fédéral (TAF) à la requête des [Aînées pour le climat](#). Ce revers ne doit toutefois pas nous démotiver à poursuivre notre mobilisation déterminée en faveur du climat et de l'environnement. En l'espèce, j'espère que l'action des Aînées pour le climat sera transmise au Tribunal Fédéral.

La toute-puissance des lobbies du monde de l'économie, ainsi que la soumission de la grande majorité des élu-e-s aux intérêts à très court terme de ces mêmes lobbies rend toutefois notre lutte compliquée - pour ne pas dire perdue d'avance. L'échec des COP successives à mettre en place des règles contraignantes nous le démontre année après année, malgré les avertissements répétés et de plus en plus alarmants des scientifiques du GIEC comme la multiplication des événements météo extrêmes.

<https://www.meteosuisse.admin.ch/home/actualite/meteosuisse-blog/meteosuisse-blog.subpage.html/fr/data/blogs/2018/10/rapport-special-du-giec.html>

<https://www.meteosuisse.admin.ch/home/actualite/meteosuisse-blog/meteosuisse-blog.subpage.html/fr/data/blogs/2018/12/2018-waermstes-jahr-seit-messbeginn-.html>

<http://www.meteofrance.fr/actualites/64599542-chaleur-des-records-dans-le-monde-entier>

Les actions de rue et autres marches pour le climat sont colorées et sympathiques : j'y participe toujours, après avoir (vainement) tenté de mobiliser mon réseau, ainsi que le public au moyen de messages personnalisés et d'articles sur mon site internet. Nous ne devons néanmoins pas nous illusionner sur leur utilité dans la lutte pour la sauvegarde du climat : à de très rares exceptions près ([dont la manifestation du 2 décembre dernier à Bruxelles](#)) et au-delà des slogans optimistes des organisateurs, le taux de mobilisation est totalement ridicule. Personnellement, je suis las de défilier avec quelques centaines d'autres au milieu des milliers d'hyperconsommateurs qui envahissent en permanence les rues commerçantes de Genève et nous regardent sans comprendre, voire avec moquerie ou défiance...

Militant sans relâche depuis les mobilisations déterminantes contre la centrale nucléaire de Creys-Malville (F) dans les années 80, j'ai connu plusieurs mouvements capables d'instaurer le seul moteur du changement : le rapport de force. Avec des foules innombrables et déterminées, à Gênes, à Seattle, à Bruxelles, à Genève, à Berne, à Davos, nous avons forcé les dirigeants planétaires et les grands patrons à s'abriter derrière des murailles d'acier et des milliers, voire des dizaines de milliers de policiers et soldats, faisant apparaître dans toute la lumière la violence et l'absence de légitimité populaire de celles et ceux qui prétendent négocier en notre nom la livraison sans condition de nos vies aux intérêts du Marché global (pour faire court).

Malheureusement, le 11 septembre et une génération d'aliénation numérique ont diffusé la peur, lessivé les consciences et formaté les opinions, si bien que nous sommes aujourd'hui beaucoup moins nombreux qu'hier pour défendre notre maison commune, la planète Terre, ainsi que la nécessaire justice sociale. Le mouvement altermondialiste, largement sensible aux enjeux environnementaux, et si porteur d'espoir entre la fin des années 90 et la première moitié de la décennie 2000, est aujourd'hui moribond.

Dans ce contexte, il me semble que nous devons adapter nos stratégies et passer à un nouveau type de lutte, en utilisant une arme que nos adversaires nous ont souvent opposée pour protéger leurs bénéfices destructeurs : le droit, qu'il soit national ou international. Il est en effet temps qu'une véritable législation de protection de ce bien commun qu'est l'environnement au sens large soit développée et que sa priorité sur les considérations purement matérialistes soit établie, comme le recommandent de nombreux experts, ONG et associations dans le monde entier. On peut citer notamment, en France, [Notre affaire à tous](#) ainsi que [Valérie Cabanes](#).

Ainsi, je souhaite que Greenpeace mette à profit son expertise en matière environnementale, son réseau juridique, ainsi que les moyens financiers mis à disposition par les membres et donateurs pour lancer une action judiciaire à l'encontre de la Confédération, notamment pour non-respect de ses engagements en matière climatique, mais aussi pour mise en danger de la santé des citoyens. Le moment me semble particulièrement approprié, étant donné le nombre d'actions similaires en cours à travers le monde, ainsi que l'abondance inhabituelle de leur couverture médiatique. Je pense bien sûr

en particulier à [l'Affaire du siècle](#) lancée en France par 4 ONG contre le gouvernement de Macron, pour inaction climatique, et qui a recueilli plus de 1'768'000 soutiens en quelques jours.

Si vous avez des doutes au sujet de la popularité d'une telle action, vous pourriez au préalable organiser un sondage parmi les membres de Greenpeace Suisse, avec une question comme :
"Souhaitez-vous que Greenpeace suisse s'engage prioritairement dans une action juridique à l'encontre de la Confédération, au motif que sa politique ne respecte pas les engagements pris en matière de protection du climat et met en danger la santé de la population ?"

Je ne connais pas dans le détail le réseau des associations actives dans le domaine de l'environnement en Suisse, mais il me semble raisonnable de penser que le WWF, l'Alliance climatique suisse et ProNatura pourraient être associées à une telle démarche - car l'union fait la force. Il n'existe hélas pas de section suisse d'OXFAM, mais nous pourrions sans doute identifier des personnalités connues capables de populariser la démarche, comme l'ont fait les Français dans l'Appel du siècle. Je pense notamment à Fernand Cuche, Philippe Roch, Adèle Thorens, Lisa Mazzone pour la Suisse Romande.

Très concrètement, de nombreuses décisions politiques entraînent un impact négatif sur le climat ou l'environnement au sens large. Par exemple, l'ouverture à la concurrence du marché de l'électricité, malgré le refus clair du peuple exprimé en votation populaire en 2002, entraînera une augmentation des émissions de CO2, car une partie des consommateurs va inévitablement se tourner vers les énergies étrangères à bas coût économique - mais insupportable bilan écologique. De même, la récente destruction par le Conseil national de la Loi sur le CO2 est totalement irresponsable et démontre qu'une grande partie de la classe politique de ce pays ne se soucie aucunement de l'état du monde que nous allons léguer aux générations futures. Cet aveuglement doit être dénoncé et combattu, devant les juges, jusqu'à ce que tous reconnaissent qu'aucune vie digne n'est possible dans un monde dévasté.

Je ne sais pas ce que nous pouvons espérer de concret à l'issue d'une bataille juridique de ce genre, sinon au moins de faire apparaître au grand jour l'absolue schizophrénie d'une société qui prétend améliorer le quotidien des populations tout en saccageant le milieu dans lequel elles vivent. Il est temps de tordre le coup définitivement à l'illusion suicidaire d'une croissance infinie dans un monde limité, comme de faire preuve de lucidité à l'égard de ces prétendues "technologies vertes" dont on prétend qu'elles régleront la question environnementale et qui ne sont en réalité que la dernière mutation d'une économie prédatrice et aliénante pour continuer d'amasser toujours plus de richesses, avec le concours expert des fanatiques du Big Data (les GAFA) pour parachever le contrôle des consciences, augmenter l'humain (!), abolir la mort (!) et reléguer les dernières citoyennetés au rang de curiosités...

Enfin, au-delà de toute action politique et juridique, il va de soi que chacun d'entre nous doit modifier ses habitudes de vie pour réduire une [empreinte écologique](#) totalement incompatible avec l'augmentation démographique et la raréfaction des ressources planétaires.

Au terme de cette lettre, j'ajoute encore que la présente démarche est purement personnelle et citoyenne. Elle est uniquement inspirée par mon désir de protéger le plus important des biens communs contre l'avidité, le pillage et la destruction ultimes. C'est également cette motivation qui me convainc de continuer à soutenir les activités de Greenpeace (depuis 2004), alors que l'inexorable dégradation de ma situation économique m'a contraint à abandonner plusieurs autres associations et mouvements citoyens.

Je vous remercie pour votre attention et, dans l'attente de votre réaction, vous félicite pour votre action dans le monde entier et vous adresse mes meilleures salutations.

PS : le texte de cette lettre sera publié sur mon site internet et envoyé à tout mon réseau, pour information.

Autres liens utiles :

[Alliance climatique suisse](#)

[Avis de tempête sur la protection du climat, par Anne Mahrer, Coprésidente des Aînés pour la protection du climat, 11 décembre 2018](#)

[L'Etat attaqué en justice pour inaction climatique, sur Reporterre.net, 18 décembre 2018](#)

[La justice est-elle un espoir pour le climat ?, interview de Christian Huglo, avocat \(Futur antérieur, 23 décembre 2018, RTS La Première\)](#)

[Le crime écologique, entretien avec Valérie Cabanes \(Histoire vivante du 17 mars 2016, RTS La Première\)](#)

[Loi sur le CO2 : le conseil national prendra-t-il ses responsabilités face au changement climatique ? par Adèle Thorens, 21 novembre 2018](#)